

Rester libres – Non à une annexion institutionnelle !

par Adrien de Riedmatten, représentant du comité romand

Il y a quelques jours, les Suisses célébraient la fête de leur indépendance. Alors que les peuples du monde entier dansent sous les feux d'artifice, les Helvètes, eux, dressent d'immenses bûchers sur leurs montagnes et dans leurs vallées. Ces feux étaient le signal d'alarme que se faisaient les Confédérés à l'approche de l'envahisseur. Nous allumons des feux le 1^{er} août pour rappeler que notre pays n'est pas fondé sur l'idée de nation mais sur celle d'alliance défensive, que cette liberté fut remportée les armes à la main, qu'elle est le fruit d'un respect imposé non par la violence, mais par la force d'une volonté commune, la nôtre.

Et pourquoi le faire sinon pour se remémorer que ce qui a été gagné par la force peut être perdu par la faiblesse et que la liberté ne s'impose jamais à qui ne la désire pas. Mes chers compatriotes, je viens allumer un feu pour vous prévenir qu'il est temps, plus que jamais, de mériter notre indépendance. Il est urgent de s'opposer à la dissolution de la Suisse dans l'UE. Le mot est fort, mais quand M. Barroso [*ancien président de la Commission européenne*], dans sa lettre du 21 décembre 2012, parle de « cadre horizontal » impliquant un « mécanisme juridiquement obligatoire » ne tolérant aucune « exception » en raison du besoin d'« homogénéité du droit » européen, c'est précisément la définition d'une annexion qu'il est en train de donner.

Je suis heureux de pouvoir saluer aujourd'hui, pour la première fois, un homme qui a su se montrer providentiel par la foi qu'il a eu en la démocratie directe. Foi qui passa pour une folie à l'heure où la quasi-totalité des élites politico-médiatiques promettaient les sept plaies d'Égypte et 20% de chômage en cas d'insoumission. Oui, il y a des Romands qui apprécient Christoph Blocher et éprouvent de la gratitude pour ce qu'il a su faire. Grâce à lui, une génération, la mienne, a pu connaître et vivre l'idée d'un peuple et d'un état souverains. A 25 ans de distance, ayons l'honnêteté de reconnaître que le « dimanche noir » du 6 décembre 1992 fut sans doute le jour le plus lumineux de notre histoire contemporaine. C'est un fait, les menaces dont on nous accablait alors ont frappé ceux qui se sont soumis et épargné ceux qui ont su résister.

Tous les peuples qui se sont exprimés démocratiquement sur l'UE l'ont rejetée. Mais le système européen tient à ce point leur voix pour quantité négligeable qu'il refuse d'entériner la moindre décision qui lui serait contraire. Un peuple a-t-il « mal » voté que le chœur des médias exige à l'instant un nouveau scrutin. Même en Suisse, il aura fallu pas moins d'un quart de siècle pour que cette demande d'adhésion – que la population n'a jamais formulée – soit enfin retirée.

Devant la perspective d'un nouvel échec en votation populaire, nos élites tentent l'esquive. On évite le sujet qui fâche, on promet, on ne tient pas, on cherche à vendre des « paquets ». Nous avons accepté le paquet des accords de Schengen et où en sommes-nous aujourd'hui ? La route des Balkans est couverte de barbelés, la France a verrouillé sa frontière avec l'Italie, l'Autriche a littéralement muré le Brenner et nous nous retrouvons les seuls à continuer aveuglément notre confiance à un système qui dirige la vague des migrants droit sur notre flanc sud.

La Suisse est comme un vaisseau détourné par une clique que la démocratie dérange et qui se croit aujourd'hui médiatiquement assez forte pour se jouer du suffrage populaire. On instrumentalise les peurs, on nous ressert les scénarios d'apocalypse d'il y a 25 ans. On veut nous faire regretter d'être libres ! Bien sûr, nous voulons travailler avec l'UE, et aussi avec le reste du monde, mais nous voulons le faire en tant que peuple souverain. Nous refusons de livrer un blanc-seing à une entité qui ignore tout de nous et se fiche pas mal de notre conception de liberté. Abandonner les clefs du pays et l'exercice de l'Etat à un gouvernement étranger, entériner d'office et sans droit de regard les décisions de juges lointains, n'est ni plus ni moins que la fin de l'idée de notre patrie, c'est éteindre à jamais la flamme qui nous anime depuis plus de 700 ans.

Je crois que c'est Lénine qui disait que, dans un pays, s'il y a une armée et que ce n'est pas la vôtre, c'est celle des autres. Je crois que, dans un pays, s'il y a un gouvernement et que ce n'est pas le vôtre, c'est forcément celui d'un autre. Cette votation est aussi cruciale que nos premières guerres d'indépendance, il s'agit de décider si nous voulons continuer d'être ce que nous sommes ou si nous nous résignons à n'être plus qu'un canton de l'Europe, une circonscription fiscale de ce grand magma internationaliste qui oppresse les peuples et détruit les libertés. Regardez les peuples d'Europe et, surtout, voyez comme ils nous regardent. C'est pour eux que nous devons tenir, s'ils perdent la Suisse, ils perdent tout.